

## **Compétitivité économique : L'amidonnerie française appelle à un réveil européen**

L'amidonnerie française a organisé ce jour sa conférence de presse annuelle. L'occasion de revenir sur une conjoncture économique morose, dont pâtit cette industrie leader de son secteur en Europe. Dans un tel contexte, la profession a annoncé un chiffre d'affaires consolidé en repli, aussi bien sur le marché intérieur qu'à l'export. En cause, la dégradation de la compétitivité française et européenne pénalisée par des distorsions de concurrence majeures, une surréglementation endémique et une consommation toujours atone qui nuisent aux efforts environnementaux réalisés par le secteur. La nouvelle donne internationale, et les changements rapides qu'elle induit, appellent pourtant un sursaut européen rapide. Au risque de voir, demain, se réduire encore les capacités de production en France et au sein de l'UE.

### **Repli du chiffre d'affaires dans un contexte de consommation en berne**

Première en Europe, riche d'une longue histoire industrielle sur le territoire, l'amidonnerie française a réalisé en 2024 un chiffre d'affaires de 3,1 milliards d'euros, en recul de 21 % par rapport à l'année précédente. Cette contraction est particulièrement marquée sur le marché français (-27 %), dans un contexte de consommation atone et de compétitivité fragilisée par des conditions de marché inéquitables.

En 2024 le premier client de l'amidonnerie en France est toujours l'agroalimentaire (56 % des ventes, en volume). Les ingrédients amidonniers sont en effet incontournables dans les recettes de nombreuses activités : boulangerie, biscuiterie, panification, nutrition infantile, soupes, confitures, glaces, etc. Du côté des usages non alimentaires (44 %), les marchés ont été plus contrastés en 2024 : fort rebond des usages en papeterie (+19 %), progression en BTP (+45 %), mais recul du segment chimie/pharmacie (-27 %) qui s'explique essentiellement par la crise que traverse la chimie européenne.

Toujours très présent à l'export, qui a représenté 71 % des ventes en 2024, le secteur marque toutefois le pas avec ses clients hors de l'Hexagone : en recul de 18 % par rapport à l'année précédente.

## L'amidonnerie française, acteur exemplaire de la transition écologique

L'amidonnerie française a réduit ses émissions de CO<sub>2</sub> de 36 % depuis 2015. Un engagement concret, qui suppose des investissements de très grande ampleur, alors que les productions décarbonées ne sont toujours pas valorisées par le marché : la tonne d'amidon «bas carbone» se vend au même prix que celle produite de manière conventionnelle.

Le secteur a également diminué sa consommation d'eau de 29 % entre 2019 et 2024. Des économies notables, qui constituent aujourd'hui un plafond du champ des possibles. Sans évolution réglementaire autorisant les industriels agroalimentaires à recycler plus d'eau au sein de leurs sites de production, la sobriété hydrique ne pourra progresser qu'à la marge. Ces pratiques sont pourtant autorisées dans de nombreux pays et constituent un gisement de nouvelles économies d'eau qui ne peut être ignoré.

### Préserver les capacités de production en France et en Europe : l'urgence d'un sursaut

Alors que les équilibres mondiaux connaissent de profonds bouleversements, que la compétitivité des industries européennes régresse, il est urgent que les pouvoirs publics français et européens s'adaptent à cette nouvelle donne.

*« Nous n'attendons pas tout des pouvoirs publics, mais considérons que chacun doit faire sa part. Longtemps fer de lance des exportations française, la balance commerciale alimentaire s'effondre. Il est indispensable que notre nouveau gouvernement français, comme la Commission européenne, renouent avec des politiques en faveur de la production industrielle et de la compétitivité de nos entreprises »* indique Marie-Laure Empinet, Présidente de l'USIPA.

Pour les amidonniers, cela suppose de :

1. Revenir sur la multiplication de surréglementations (fiscales, environnementales, ...) qui rendent la production industrielle française et européenne de plus en plus onéreuse
2. Intégrer sans naïveté la nouvelle donne internationale : mieux défendre les intérêts de la production agroalimentaire française dans les accords de libre-échange, réformer les outils de défense commerciale de l'UE pour les rendre plus efficaces, ...
3. Disposer d'aides ciblées pour la décarbonation du secteur
4. Ecarter toute nouvelle pression fiscale alors que la France est déjà le pays le plus imposé en Europe.

## CONTACTS PRESSE

**Agence Droit Devant**

Violaine de Saint Vaulry  
Tel : 06 09 48 49 60  
[saintvaulry@droitdevant.fr](mailto:saintvaulry@droitdevant.fr)

## À PROPOS DE L'USIPA

L'USIPA (Union des Syndicats des Industries des Produits Amylacés et de leurs dérivés) réunit l'ensemble des amidonniers, féculiers et fabricants de caramels ingrédients implantés en France. Activité ancrée de longue date sur le territoire français, l'activité amidonnière consiste à extraire et séparer les constituants du blé, du maïs, de la pomme de terre et du pois protéagineux : amidon, protéines, fibres et huile. Plus de 700 références produits sont ainsi proposées en alimentation humaine, en nutrition animale et pour des applications industrielles (Pharmacie, emballage, papeterie, ...). 1<sup>er</sup> producteur européen, l'amidonnerie française représente environ 16 000 emplois directs et indirects sur 9 sites industriels.